

# NATIONS UNIES

## CONSEIL DE SECURITE



Distr.  
GENERALE  
S/4688  
12 février 1961  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS-  
FRANCAIS

### RAPPORT ADRESSE AU SECRETAIRE GENERAL, PAR SON REPRESENTANT SPECIAL AU CONGO, AU SUJET DE M. PATRICE LUMUMBA

1. Les circonstances du départ de Léopoldville, le 27 novembre 1960, et de l'arrestation et du transfert ultérieurs à Thysville, de M. Patrice Lumumba ont été décrites dans un rapport dont les membres du Conseil de sécurité ont été saisis le 5 décembre 1960 (document S/4571). Les annexes à ce rapport contenaient le texte des communications que le Secrétaire général avaient adressées à ce sujet à M. Kasa-Vubu, Président de la République du Congo (Léopoldville), ainsi que la réponse de M. Kasa-Vubu.
2. On se rappellera que comme suite immédiate à l'arrestation de M. Lumumba, la situation en matière d'ordre public s'est profondément détériorée dans la Province orientale, où la population européenne, et belge en particulier, a fait l'objet d'interventions et de vexations arbitraires. Ce mouvement a atteint son point culminant avec un ultimatum lancé le 8 décembre par le Commissaire de district de Léopoldville, aux termes duquel, si M. Lumumba n'était pas libéré dans les quarante-huit heures, tous les Belges de la Province orientale seraient arrêtés et certains d'entre eux exécutés. C'est seulement grâce aux efforts persistants et déterminés des représentants civils et militaires des Nations Unies à Stanleyville que l'ultimatum a été retiré, et la situation de la population européenne dans toute la province est redevenue relativement normale.
3. On sait que le 27 décembre 1960, un représentant du Comité international de la Croix-Rouge a pu voir M. Lumumba et neuf autres détenus à Thysville. On a appris par la suite que ce représentant avait constaté que l'état de santé et les conditions de détention de tous les prisonniers qu'il avait vus étaient satisfaisants, leur seule plainte ayant été qu'ils étaient détenus sans application d'une procédure régulière et sans pouvoir recourir à des conseils juridiques.

4. Dans la matinée du 13 juin 1961, les troupes des Nations Unies cantonnées à Thysville ont signalé que la garnison de l'Armée nationale congolaise (ANC) dans cette ville s'était mutinée. Des rumeurs contradictoires se sont répandues dans la journée : on a dit d'abord que M. Lumumba avait été tué par ses gardiens, puis qu'il avait été libéré par les soldats mutinés. Le président Kasa-Vubu, le Chef d'état-major de l'ANC, le colonel (maintenant général) Mobutu et le Président du Collège des commissaires, M. Bomboko, se sont tous rendus à Thysville, dans la matinée du 13 janvier. Tard dans la journée, il a été officiellement annoncé à Léopoldville que la mutinerie avait été causée par une mauvaise alimentation et une solde insuffisante et qu'elle n'avait aucun rapport avec la présence à Thysville de M. Lumumba.
5. La nouvelle que M. Lumumba et deux de ses co-détenus, M. Mpolo, Ministre de la jeunesse et des sports dans le Gouvernement Lumumba, et M. Okito, Vice-Président du Sénat, avaient été emmenés par avion de Thysville à Elisabethville s'est répandue le 17 janvier. Un sous-officier suédois et cinq soldats de la Force des Nations Unies de service à l'aéroport d'Elisabethville ont signalé l'arrivée ce jour-là, entourée de précautions extraordinaires, d'un avion Air-Congo DC 4 transportant trois prisonniers dont l'identité n'a pu être immédiatement établie. Sitôt après l'atterrissage, l'avion a roulé jusqu'au hangar de la Force aérienne militaire katangaise, qui ne se trouve pas dans la zone patrouillée par les troupes des Nations Unies stationnées à l'aéroport. L'avion a été entouré par une auto blindée, des camions et des jeeps. Environ 130 gendarmes katangais étaient présents. Un certain nombre d'entre eux ont formé un rideau autour de l'avion, tandis que d'autres formaient la haie de l'avion jusqu'à la jeep. L'auto blindée a dirigé son canon vers la porte de l'avion. Le sous-officier suédois et les soldats, le premier au moyen de jumelles, ont remarqué, d'une distance variant de 50 à 100 mètres, que la première personne à quitter l'avion était un Africain bien habillé. Il était suivi de trois autres Africains, un bandeau sur les yeux et les mains liées derrière le dos. Le premier des prisonniers à descendre avait une petite barbe. Comme ils descendaient les marches, certains des gendarmes se sont précipités sur eux, les ont bousculés, les ont frappés et leur ont donné de violents coups de crosse. Un des prisonniers

ont été mis dans une jeep qui s'est éloignée, suivie d'un convoi de véhicules portant des gendarmes, en suivant la piste jusqu'à l'extrémité de l'aérodrome, que le convoi a quitté en passant à travers une brèche dans la clôture. Telles sont les circonstances dans lesquelles M. Lumumba - qui, ainsi qu'il a été vérifié plus tard, était l'un des prisonniers - a été vu pour la dernière fois par du personnel des Nations Unies.

6. Le transfert de M. Lumumba de Thysville au Katanga a été officiellement confirmé par M. Tshombé au représentant de l'ONUC à Elisabethville, le 18 janvier. M. Tshombé a indiqué que ce transfert avait été demandé par le président Kasa-Vubu le 18 novembre 1960 et s'était heurté chaque fois à une fin de non-recevoir de la part des autorités katangaises. La question avait, récemment, été abordée de nouveau par M. Delvaux, membre du Gouvernement Lumumba comme du premier Gouvernement Ilelele, à cause de la mutinerie qui avait eu lieu à Thysville. Les autorités katangaises n'avaient pas donné définitivement leur accord, cependant, lorsque les prisonniers étaient soudainement arrivés, sans avoir été annoncés, à l'aéroport d'Elisabethville, où ils avaient été amenés par un avion d'Air-Congo. Le président Tshombé a ajouté qu'il avait personnellement vu les prisonniers et qu'ils étaient arrivés dans un triste état, le visage meurtri et les mains liées. Le représentant de l'ONUC a immédiatement signalé à M. Tshombé la gravité des conséquences qui se produiraient si les prisonniers subissaient le moindre mauvais traitement et il a exprimé l'opinion que les autorités katangaises seraient bien inspirées de les renvoyer là d'où ils venaient et, en attendant, de permettre à une organisation neutre comme le Comité international de la Croix-Rouge de les voir. Il convient peut-être de noter qu'il n'est guère possible de concilier la première version de M. Tshombé, d'une arrivée non annoncée de M. Lumumba et de ses co-détenus, avec les mesures de précaution qui avaient été prises à l'aéroport d'Elisabethville avant l'arrivée de l'avion les transportant.

7. Le 19 janvier, le Ministère de l'information du Katanga a publié le communiqué suivant : "A la demande du président Kasa-Vubu et avec l'accord du Gouvernement katangais, le traître Patrice Lumumba a été transféré au Katanga, la prison de Thysville n'offrant plus des garanties suffisantes."

8. Le 20 janvier, le Secrétaire général a adressé au président Kasa-Vubu une lettre dans laquelle il rappelait sa correspondance précédente avec lui, touchant M. Lumumba (voir plus haut, paragraphe 1) et demandait avec insistance que M. Lumumba soit renvoyé du Katanga et que les garanties d'une procédure régulière soient dûment respectées dans son cas. Le Secrétaire général a adressé le même jour un message de caractère analogue à M. Tshombé. Le 21 janvier, le Secrétaire général a adressé au président Kasa-Vubu une autre lettre dans laquelle il lui faisait part de la grave préoccupation du Comité consultatif pour le Congo devant le traitement réservé à M. Lumumba et redemandait avec insistance que les prisonniers soient traités avec humanité et conformément aux principes généralement acceptés. Le texte de ces trois communications a été communiqué au Conseil de sécurité dans le document S/4637 (A, B, C). Jusqu'à ce jour, le président Kasa-Vubu n'a pas répondu aux lettres que le Secrétaire général lui a adressées les 20 et 21 janvier au sujet de M. Lumumba. M. Tshombé a répondu au message du Secrétaire général par une communication du 1er février, dans laquelle il exprimait sa vive surprise de l'intérêt porté par les Nations Unies au sort de M. Lumumba et déclarait qu'il jugeait nécessaire de priver complètement M. Lumumba, pour le moment, de tout contact avec le monde extérieur. Le message de M. Tshombé a été communiqué au Conseil de sécurité dans le document S/4637/Add.1.

9. A une conférence de presse donnée à Léopoldville le 20 janvier, M. Bomboko a déclaré que l'application d'une procédure régulière dans le cas de M. Lumumba avait été retardée parce que les autorités congolaises attendaient encore les juges que les Nations Unies avaient promis de leur envoyer. En réponse à des questions sur cette déclaration, un porte-parole du Secrétaire général a expliqué le lendemain à New York que les Nations Unies ne s'étaient jamais engagées à recruter des juges pour former un tribunal appelé à juger un procès qui serait intenté à M. Lumumba. La déclaration de M. Bomboko ne pouvait s'appliquer qu'à la question générale, tout à fait étrangère, de l'assistance technique fournie par les Nations Unies en vue du recrutement d'un personnel judiciaire au Congo.

10. Comme cela avait été le cas lors de l'arrestation de M. Lumumba en décembre 1960 (voir plus haut, paragraphe 2), son transfert au Katanga a immédiatement provoqué une très grave tension dans la Province orientale ainsi que, cette fois, au Kivu également. Les Européens, et en particulier les Belges, ont fait l'objet de mesures et d'arrestations arbitraires, parfois accompagnées d'actes de brutalité, et pendant un certain temps, il a été interdit à tous les Européens de quitter ces deux provinces. Le Secrétaire général aussi bien que le Représentant spécial ont adressé à ce sujet des protestations énergiques aux autorités intéressées et l'ONU a fait une fois de plus des efforts incessants et énergiques pour faire comprendre aux autorités locales la nécessité de faire preuve de réserve et de modération.

11. La Commission de conciliation des Nations Unies a cherché, depuis son arrivée au Congo au début de janvier, à rencontrer les principaux dirigeants politiques de la République, y compris un certain nombre de détenus. Cependant, elle n'a pu jusqu'ici voir M. Lumumba, ni à Thysville, ni à Elisabethville, où la Commission s'est rendue après le transfert de M. Lumumba au Katanga. A propos du refus de M. Tshombé de laisser la Commission voir M. Lumumba, sous le prétexte qu'une décision de cette nature ne pouvait être prise que par les personnes qui, à Léopoldville, étaient responsables de son incarcération, le Secrétaire général a adressé le 23 janvier au président Kasa-Vubu une lettre dans laquelle il appuyait fermement la demande de la Commission de conciliation. Aucune réponse à cette lettre n'a été reçue.

12. Durant la détention de M. Lumumba au Katanga, le Comité international de la Croix-Rouge s'est mis en rapport avec les autorités katangaises et a demandé que l'un de ses représentants soit autorisé à voir M. Lumumba, comme elle l'avait fait à Thysville, le 27 décembre 1960. M. Tshombé a opposé une fin de non-recevoir à cette requête.

13. D'après des renseignements dignes de foi recueillis par l'ONUC jusqu'au début de février 1961, le Parquet du Procureur général qui, selon la procédure pénale congolaise, est chargé de l'instruction des affaires au criminel, n'avait pas de dossiers concernant M. Lumumba et ne s'était pas saisi de son affaire.

14. Depuis le transfert au Katanga de MM. Lumumba, Mpolo et Okito, le bruit de leur mort ou de celle de l'un d'entre eux n'a cessé de se répandre constamment, aussi bien au Katanga que dans d'autres régions du Congo. Ces rumeurs ont été démenties par les porte-parole des autorités congolaises ou par M. Tshombé lui-même. Le dernier de ces démentis remonte au 9 février, date à laquelle les bruits concernant la mort de M. Lumumba s'étaient soudain faits plus insistants.

15. Dans une déclaration radiodiffusée par Radio-Katanga dans la matinée du 10 février, M. Munongo, Ministre de l'intérieur du Katanga, a annoncé que M. Lumumba, ainsi que ses deux co-détenus, MM. Mpolo et Okito, s'étaient échappés pendant la nuit de la ferme de Kolatey, près de la route de Kasaji à Mutshatsha, où ils étaient détenus (annexe I). On précisait que les trois prisonniers avaient maîtrisé leurs deux gardes, les avaient garrottés, s'étaient emparés de leurs fusils et s'étaient enfuis dans un véhicule qui les attendait. Ce véhicule dont on a dit tantôt que c'était une jeep et tantôt que c'était une automobile Ford de couleur noire, passait pour avoir assez d'essence pour parcourir environ 100 kilomètres. Le Ministre de l'intérieur a déclaré que l'on avait organisé des recherches sur terre et au moyen d'avions et que l'on avait dressé des barrages dans toute la région. Il a ajouté qu'une récompense de 300.000 francs congolais et de 50.000 francs congolais serait donnée à quiconque pourrait donner des renseignements permettant de capturer M. Lumumba et ses collègues. Le 11 février, il a été annoncé que la voiture noire qui avait été utilisée par les trois fugitifs avait été retrouvée abandonnée, renversée dans un fossé, à un kilomètre de Mukoko, à environ 50 kilomètres de Mutshatsha. Les deux fusils auraient été retrouvés près de la voiture. Le même jour, il a été annoncé que les autorités katangaises envoyaient à Mutshatsha une commission chargée d'enquêter sur les lieux sur les circonstances de la prétendue évasion de M. Lumumba et de ses co-détenus.

16. Dès qu'il a appris la nouvelle annoncée par Radio-Katanga le 10 février 1961, le Secrétaire général a donné pour instructions au représentant de l'ONUC à Elisabethville d'user de tous les moyens en son pouvoir pour vérifier les versions données de l'évasion de M. Lumumba et obtenir des renseignements sûrs concernant l'évasion annoncée en vue d'un rapport au Conseil de sécurité. Le représentant de l'ONUC a été prié de prendre toutes les mesures possibles pour protéger

M. Lumumba au cas où il se serait vraiment évadé et aussi d'indiquer au Secrétaire général quels efforts le personnel de l'ONUC avaient faits pour voir M. Lumumba. Avant de recevoir ces instructions, le représentant de l'ONUC à Elisabethville avait présenté à M. Tshombé une note verbale dans laquelle il soulignait combien il importait de traiter avec humanité les fugitifs s'ils étaient repris. D'ordre du Représentant spécial et du Secrétaire général, le représentant de l'ONUC, le 11 février, a fait des efforts répétés pour obtenir un rendez-vous de M. Tshombé, afin de lui faire part de la grave préoccupation des Nations Unies, touchant les circonstances entourant l'annonce de l'évasion de M. Lumumba. On lui a dit qu'en raison de la visite à Elisabethville du Président de la République du Congo (Brazzaville), il ne pouvait avoir de rendez-vous ce jour-là; le représentant de l'ONUC ne pourrait voir M. Tshombé avant la matinée du 12 février, au plus tôt.

17. Au début de la journée du 10 février, le général Iyassu, Chef d'état-major de la Force des Nations Unies, accompagné de deux hauts fonctionnaires de l'ONUC, est parti de Léopoldville pour Elisabethville afin de se mettre en rapport avec M. Tshombé et les autorités katangaises et, avec leur coopération, de recueillir tous les faits concernant la prétendue évasion de M. Lumumba. Dans l'intervalle, le représentant de l'ONUC à Elisabethville, conformément aux instructions qu'il avait reçues du Secrétaire général, a remis à M. Tshombé une note verbale demandant des renseignements détaillés sur la question. Le texte de cette note est reproduit à l'annexe II au présent rapport. Le représentant de l'ONUC a aussi réitéré ses efforts pour obtenir un rendez-vous avec M. Tshombé, d'abord pour lui-même et ensuite aussi pour le général Iyassu, qui est arrivé à Elisabethville vers midi. Une entrevue a d'abord été convenue en principe pour l'après-midi, mais plus tard dans la journée, M. Tshombé a refusé de voir le général Iyassu et le représentant de l'ONUC à propos de M. Lumumba. A une conférence de presse tenue au début de l'après-midi, un journaliste a demandé à M. Tshombé quel concours il comptait prêter aux Nations Unies pour une enquête concernant M. Lumumba. M. Tshombé a répondu qu'il s'agissait d'une question intérieure. Le général Iyassu n'a donc pu ni rencontrer M. Tshombé ni obtenir un rendez-vous.

/...

ANNEXE I

DECLARATION FAITE LE 10 FEVRIER 1961 PAR M. G. MUNONGO, MINISTRE DE  
L'INTERIEUR DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL DU KATANGA

Nous avons reçu ce matin de Kasaji le message radiophonique suivant :

"Les trois détenus venant de Léo et gardés entre Mutshatsha et Kasaji se sont évadés cette nuit après avoir assommé et ligoté les deux sentinelles. Une des voitures de l'escorte a disparu probablement volée par les évadés. Il s'agit d'une voiture Ford noire quatre portières No 99 142. Le réservoir contenait de l'essence pour cent kilomètres. Les fusils Nauser et Fal ont disparu. Evadés feront usage de ces armes en cas de découverte. Nos effectifs font des recherches dans les alentours, particulièrement sur la route Mutshtsha-Kasaji. Nous demandons avec insistance l'envoi immédiat d'une reconnaissance aérienne en vue de localiser et repérer la voiture. Nous suggérons de couper les accès de Kolwezi-Kamina-Jadotville et Elisabethville.

Ainsi que vous le savez, Lumumba, Okito et Mpolo sont arrivés à Elisabethville le 17 janvier.

Nous avons préféré ne pas les détenir dans un des établissements pénitentiaires du Katanga, ni en général dans le grand centre, de crainte d'un mouvement possible parmi les co-détenus ou dans les populations assez mélangées d'Elisabethville, de Jadotville ou de Kolwezi.

Nous les avons par conséquent placés dans des maisons d'habitation réquisitionnées pour la circonstance. Je parle de maisons au pluriel parce que, toujours dans un but de sécurité, les détenus ont été changés de place à plusieurs reprises. C'est ainsi que leur lieu de détention a été situé successivement près d'Elisabethville, près de Tumbwe, près de Shinkolobne et en dernier lieu près de Mutshatsha.

C'est de ce dernier lieu de détention qu'ils viennent de s'évader, en profitant sans doute d'un adoucissement du régime dû au fait que les détenus étaient isolés de tout centre et qu'ils ignoraient eux-mêmes où ils se trouvaient.

J'ignore pour l'instant dans quelles circonstances exactes s'est produite l'évasion. Je ne connais en effet que la teneur du message téléphoné dont je viens de vous donner lecture.

/...



Le fait que le réservoir du véhicule ne contient que pour cent kilomètres d'essence limite nos premières recherches. Une action policière a été prescrite. L'accès aux centres importants a été bloqué et des barrages ont été établis sur les routes. L'Etat du Sud-Kasai a été alerté afin qu'il agisse de même à la frontière.

D'autre part, le Conseil des ministres vient de se réunir et de décider que des primes respectivement de 300.000 francs, 50.000 francs et 50.000 francs seront allouées à quiconque permettra de capturer Lumumba, Okito et Mpolo.

Le Conseil des ministres s'est parfaitement rendu compte de ce que peut-être ceux qui captureront les trois évadés tiennent à conserver l'anonymat par crainte de représailles éventuelles de la part de l'extrémisme. En conséquence, l'anonymat le plus strict leur est garanti, et des mesures sont prises dans ce sens. On pourra me contacter personnellement au téléphone 3399, où une permanence sera assurée.

D'autres nouvelles vous seront communiquées ultérieurement, au fur et à mesure qu'elles parviendront au Ministère de l'intérieur.

Hier dans la journée, l'avion Héron de l'aviation militaire katangaise, est parti en patrouille dans la région de Kolwezi, et a repéré une voiture noire se trouvant à 10 degrés 25 sud et 23 degrés 50 est.

Etant donné que l'avion se trouvait dans l'impossibilité d'identifier formellement la voiture, il a été donné immédiatement ordre aux hélicoptères d'aller sur place pour plus amples renseignements."

ANNEXE II

NOTE VERBALE EN DATE DU 12 FEVRIER 1961 ADRESSEE A M. TSHOMBE PAR LE  
REPRESENTANT DE L'ONUC A ELISABETHVILLE

Le représentant de l'ONUC à Elisabethville présente ses compléments au président Tshombé et a l'honneur de se référer à sa note verbale du 10 février par laquelle il déclare avoir pris connaissance des communiqués de presse publiés par les autorités katangaises au sujet de l'évasion de M. Lumumba et de ses deux co-détenus. Conformément aux instructions qu'il a reçues du Secrétaire général, le représentant de l'ONUC désire faire savoir au président Tshombé que les communiqués de presse publiés par les autorités katangaises ainsi que les rumeurs qui circulent d'une façon assez générale suscitent de graves inquiétudes sur le sort de ces personnes. Ces inquiétudes sont d'autant plus répandues qu'il y a certaines divergences entre le communiqué publié le 10 février par M. le Ministre Munongo et le bulletin d'information diffusé par Radio-Katanga le lendemain. Le Secrétaire général espère vivement que les détenus n'ont pas été victimes d'un incident dont les conséquences seraient des plus graves. Soucieux de faire la lumière sur les circonstances de cette affaire qui intéresse au premier chef le Katanga, le Congo et la communauté internationale tout entière, le Secrétaire général insiste pour que les autorités katangaises collaborent sans réserve avec les services de l'ONU pour leur permettre de mener une enquête approfondie. Cette enquête devra porter sur tous les aspects de la détention de M. Lumumba ainsi que de ses compagnons, sur les lieux où ils ont été emprisonnés, sur les personnes qui ont été chargées de leur surveillance, etc. Les fonctionnaires de l'ONU devront aussi être autorisés sans délai à se rendre au dernier lieu de détention et à inspecter le véhicule qui aurait servi à la fuite des prisonniers et qui aurait été retrouvé dans un fossé à un kilomètre de Mukonko. Les autorités katangaises se doivent d'accepter pareille enquête, sinon l'opinion internationale ne pourrait en tirer que des conclusions extrêmement défavorables pour leur réputation. Le représentant de l'ONUC a d'ailleurs manifesté le désir d'avoir une entrevue avec le président Tshombé ainsi qu'avec M. le Ministre de l'intérieur au sujet de cette affaire. Désire se faire accompagner du général Iyassu, Chef d'état-major des forces des Nations Unies au Congo qui arrivera demain matin à Elisabethville pour s'y documenter lui-même sur le sort des détenus.

-----